

méthodes de contrôle. Étant donné les liens entre le VIH/sida et la tuberculose, les efforts déployés pour lutter contre ces deux maladies sont coordonnés.

Depuis le début de l'épidémie du VIH/sida, l'ACDI a affecté plus de 135 millions de dollars à la lutte internationale contre cette maladie, y compris quelque 13 millions par année de 1990 à 1995. En 1996-1997, cette somme a été portée à plus de 16 millions de dollars. En 1997-1998, l'ACDI a versé 3,4 millions de dollars au programme ONUSIDA, et elle versera également 3,4 millions en 1998-1999. Enfin, l'ACDI appuie directement la recherche, notamment l'essai de nouvelles mesures relativement peu coûteuses permettant de réduire le taux de transmission du VIH de la mère au bébé.

Pour la période de financement allant de 1993-1994 à 1997-1998, le gouvernement canadien a affecté, par l'intermédiaire de Santé Canada, 203,5 millions de dollars à la Stratégie nationale sur le sida, soit 40,7 millions par année. Le 1^{er} décembre 1997, le ministre de la Santé a annoncé l'allocation, à compter du 1^{er} avril 1998, d'une somme additionnelle de 211 millions de dollars — soit 42,2 millions par année — afin de reconduire la Stratégie nationale pour une période de cinq ans (de 1998-1999 à 2002-2003). La Stratégie aidera les Canadiens qui souffrent du VIH, mettra davantage l'accent sur les jeunes marginalisés et d'autres segments à risque de la population, et appuiera de nouvelles recherches.

Sûreté nucléaire

Aide au titre de la sûreté nucléaire

Le Groupe de travail du G-7 sur la sûreté nucléaire a été créé en 1992 pour coordonner les activités destinées à améliorer la sûreté des centrales nucléaires de conception soviétique toujours en service en Europe centrale et orientale. La communauté internationale a jusqu'à maintenant engagé plus de 2 milliards de dollars à l'appui de programmes de sûreté nucléaire en Arménie, en Bulgarie, en Hongrie, en Lituanie, en République tchèque, en Russie, en Slovaquie et en Ukraine.

Plus de 380 millions de dollars américains provenant du Compte de la sécurité nucléaire (CSN), qui est financé à même des subventions du G-7, de l'Union européenne et de sept autres pays donateurs occidentaux, ont été affectés jusqu'ici à des projets en Bulgarie, en Lituanie, en Russie et en Ukraine. Ces fonds sont gérés par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Le Canada a contribué 19,5 millions de dollars au CSN et s'est engagé à fournir 91 millions de dollars en tout aux projets relatifs à la sûreté nucléaire.